



Conférence de presse

Vendredi 27 septembre 2019

Ecole : La Déclaration de Politique Communautaire inquiète !

Madame, Monsieur,

La Déclaration de Politique Communautaire (Fédération Wallonie-Bruxelles) consacre 14 pages à l'enseignement obligatoire. Après quatre années de travail à élaborer et à accoucher d'un Pacte pour un enseignement d'excellence, les négociateurs et négociatrices du prochain Gouvernement auraient – fort logiquement – dû se contenter de se mettre au service de la concrétisation de cet accord qui a mobilisé tous les acteurs de l'enseignement. Accord qui poursuit deux ambitions fortes : améliorer la qualité de l'enseignement et réduire les inégalités tellement importantes entre élèves issus de familles favorisées (dont les codes sont proches de ceux de l'école) et élèves issus de familles pauvres (dont les codes sont éloignés de ceux de l'école), mais aussi accord qui débouche sur un vaste plan d'actions systémique sur 15 ans – 3 législatures – et ne va réellement produire tous ses effets ou montrer ses limites qu'à cet horizon-là...

Plutôt que de laisser le bateau du Pacte naviguer dans la direction qu'il s'est fixée, le futur Gouvernement réinterroge (et oublie) certains axes de ce Pacte, parmi les plus importants. Les associations qui portent le combat pour une Ecole plus Juste sont inquiètes. Pourquoi la DPC reprend-elle explicitement toute une série de mesures comprises dans le Pacte et en omet-elle évidemment une multitude d'autres ? Quel est le sens de ce choix ? Que faut-il en comprendre ? Cependant, il y a aussi des propositions positives et il nous importe de les relever.

Pour rappel, c'est la Société civile, par la voix de la **Plate-forme de lutte contre l'échec scolaire**, qui a appelé le Politique à élaborer ce « Pacte »¹. Dès lors, nous nous devons de réagir et de livrer notre analyse de la **DPC** à la lumière de notre appel à refondation, tout en rappelant nos priorités.

Nous vous invitons à un « Petit-déjeuner/Conférence de presse », le jour de la Fête de la Fédération Wallonie-Bruxelles, ce vendredi 27 septembre, à 09 heures précises², au Cercle des Voyageurs, Rue des Grands Carmes 18 à 1000 Bruxelles.

Je reste à votre disposition pour toute question complémentaire.

Jean-Pierre Coenen

Président de la Plate-forme de lutte contre l'échec scolaire - 0477/545.907

¹ Appel à refondation, lancé en février 2014

² Il vous sera loisible, ensuite, de rejoindre l'Hôtel de Ville pour les discours politiques officiels qui introduiront la nouvelle législature.

La Plate-forme de lutte contre l'échec scolaire, créée en 2003 par la Ligue des Droits de l'Enfant, comprend les actrices et acteurs suivant·e·s :

Les associations suivantes :

L'APED – Appel pour une Ecole Démocratique

CGé – Changement pour l'Égalité

La FAPEO – Fédération des Associations de Parents de l'Enseignement Officiel

Infor-Jeunes Laeken

La Fédération Francophone des Ecoles de Devoirs

La Ligue des Droits de l'Enfant

La Ligue des Familles

Lire et Ecrire

Le Mouvement Ouvrier Chrétien

Le Réseau wallon de lutte contre la pauvreté

Une Toute Autre Ecole

Les syndicats de l'enseignements suivants :

La CSC-Enseignement

La CGSP-Enseignement

Le SEL-SETCA